

Mairie de Lissieu  
75 RD 306  
69380, Lissieu

Monsieur le Président  
20 rue du Lac  
CS 33569  
69 505 LYON CEDEX

## **Monsieur le Président,**

Alors que le mandat métropolitain que vous présidez arrive à son terme, il m'apparaît indispensable d'établir un constat lucide, sans détour ni complaisance, sur le traitement réservé à notre commune au cours de ces six dernières années.

Depuis 2020, nous avons porté un projet de mandat ambitieux, construit pour et avec nos habitants, fondé sur leurs besoins concrets et sur une vision cohérente de l'avenir de notre territoire. Pourtant, tout au long de ce mandat, nous nous sommes heurtés à un mur d'indifférence, voire à une opposition systématique de la part de l'institution métropolitaine.

Nos demandes de Projets Prioritaires d'Investissement (PPI), pourtant indispensables pour répondre aux enjeux locaux, sont restées lettre morte.

Nous n'avons jamais obtenu la moindre visibilité chiffrée sur les réalisations financées par les budgets FIC et PROX, ni à l'échelle de notre commune, ni même de notre secteur de proximité. Ce manque de transparence est inacceptable. Il empêche toute évaluation rigoureuse des engagements pris et des avancées réellement obtenues.

Plus grave encore, aucune progression tangible n'a été constatée sur ces projets depuis deux ans. Deux dossiers majeurs — **la rue des Tours et la RD16** — sont aujourd'hui dans une impasse, dès lors que nos observations remettent en question les orientations portées par la Métropole.

Quant aux projets plus anciens qui ont vu le jour, ils sont, pour certains, en décalage total avec nos échanges préalables : nos demandes d'ajustement ont été tout simplement ignorées. Nous avons même eu la surprise de voir apparaître des aménagements incohérents : des lignes blanches inappropriées sur la RD306, déstabilisant les automobilistes ; ou encore des giratoires conçus de façon si contraignante qu'ils en deviennent impraticables (notamment **Grand Creux et CheminNeuf**).

Les travaux promis mettent un temps excessif à se concrétiser, alors même que nous les avons annoncés à nos habitants. Et, lorsque vos services interviennent, c'est bien souvent de manière impromptue, sans coordination. Le panneau d'information de la **CVCB, chemin de la Clôtre**, est resté installé pendant près de **18 mois** : les Lissillois ont largement eu le temps d'en assimiler le principe...

À chaque échange avec les services ou les élus métropolitains, le sentiment est le même : un recul constant, une régression dans la concrétisation de nos ambitions. Une situation d'autant plus décourageante que nous avons toujours maintenu une volonté claire de dialogue et de coopération.

## Urbanisme et aménagement : un constat tout aussi préoccupant

- Le refus persistant d'ouvrir nos terrains, devant accueillir notre projet **PMG**, à l'urbanisation (dès la modification n°3 du PLU-H), sans justification recevable, freine un développement maîtrisé de logements utiles, pourtant essentiels dans le cadre du parcours résidentiel et des services publics nécessaires à notre commune.
- La volonté d'imposer une **densification excessive**, niant nos spécificités locales, menace l'équilibre de notre territoire et la qualité de vie de nos habitants. Cela a d'ailleurs compromis les discussions autour de la modification n°4 du PLU-H (**puisque la commune refuse une densification de 150 logements, la Métropole, dans son grand esprit de compromis, n'accorde rien !!**)
- L'**entrave à la réalisation des voiries**, pourtant intégralement financées par la commune dans le cadre de son projet, constitue une atteinte directe à la perspective de concrétisation du PMG, au développement de notre centre bourg et, avec, à la sécurité et au bien-être de nos habitants. Nos échanges sont marqués par les revirements, les contournements de décision, voire, plus récemment, par des remises en question de la légitimité même du projet – dont vos services ont pourtant connaissance depuis **juillet 2020**.
- Le **refus de création de places de stationnement**, pourtant vitales dans une commune périphérique mal desservie par les transports en commun lourds, impacte négativement la vie quotidienne de nos habitants.
- Le **blocage d'un débouché de voirie**, alors même que la commune a acquis la parcelle nécessaire, constitue une entrave incompréhensible à un projet d'intérêt public manifeste.
- Pour finir une volonté de ne pas accompagner la collectivité dans le montage de projet important à destination des Lissillois permettant de développer des services publics sur le territoire en freinant nos demandes de changements de destination au niveau du PLUH.

## Espaces publics et gestion quotidienne : un bilan dégradé

Le plan de gestion des voiries laisse notre commune dans un état d'entretien préoccupant. Les espaces publics sont souvent dégradés, affectant directement la sécurité, l'image et la qualité de vie dans nos quartiers.

Nos agents municipaux, pourtant investis et mobilisés, doivent composer avec des moyens restreints et des contraintes mal calibrées.

À cela s'ajoutent les nouvelles contraintes du **plan de collecte**, élaboré sans réelle prise en compte des spécificités de notre territoire. Cela complique la gestion locale et pénalise les habitants, qui constatent une dégradation tangible de la qualité du service.

En matière de mobilité durable, nos « réalisations » dans le cadre du projet de territoire se résument à **quelques marquages cyclables symboliques**, dérisoires au regard des besoins. Tandis que d'autres communes bénéficient de projets structurants, nous n'avons reçu que des miettes.

Je tiens aussi à vous alerter sur une situation préoccupante : les demandes formulées via **Toodego** font trop souvent l'objet d'un renvoi systématique vers la mairie, même lorsqu'il s'agit de **compétences clairement métropolitaines**. Ce renvoi injustifié n'est pas anecdotique. Il abîme l'image de nos deux institutions. Nous nous efforçons de valoriser les compétences de la Métropole et la complémentarité de nos actions, mais au final, ce sont les habitants qui sont ballotés d'un service à l'autre, dans des méandres administratifs, avec l'inévitable et trop fréquent sous-entendu « c'est la faute de la Métropole », que nous ne cautionnons évidemment pas.

Dans ces conditions, difficile de valoriser notre appartenance métropolitaine — une appartenance déjà questionnée par nombre de Lissillois.

On regrette également que les voies lyonnaises ne s'adressent finalement pas au Lissillois.

### **Une relation de travail dégradée**

Mais ce qui illustre le plus gravement l'état actuel de nos relations, c'est le **mépris affiché envers nos agents et nos élus**.

Il nous a été clairement signifié, à plusieurs reprises, lors de la phase de construction des projets, que « **la Métropole ferait comme elle voulait** » et que « **nous étions chez elle** ». Ce ton, ce mode de fonctionnement, sont inacceptables dans une institution démocratique qui se veut fonder sur la coopération et le respect mutuel.

Nos demandes répétées de rendez-vous sur place, dans notre commune, ont été systématiquement ignorées. Ce silence institutionnel, proche du mépris, prive nos élus — et nos habitants — d'un échange direct avec leurs interlocuteurs métropolitains. Monsieur le Président, **cautionnez-vous vraiment qu'aucun de vos vice-présidents ne se soit déplacé à Lissieu durant cinq années ?** Est-ce là la politique de proximité que vous prétendez incarner ?

### **Une gouvernance à refonder**

Monsieur le Président, je vous le dis avec force : **Vous devriez mettre les compétences Métropolitaines au service des communes**, non pas les brandir comme un levier de pouvoir pour contraindre, freiner ou ignorer.

Elle doit redevenir un outil de solidarité territoriale, de soutien et d'accompagnement. Elle ne peut se transformer en machine centralisatrice, imposant une vision unique sans considération pour la diversité de ses territoires.

Ce mandat laissera dans notre commune un **goût amer** : celui d'un territoire périphérique **ignoré, entravé, marginalisé**.

Mais nous resterons fidèles à nos engagements : nous continuerons à défendre notre projet, nos habitants et notre cadre de vie, avec détermination et responsabilité.

Il est plus que temps que les prochaines équipes métropolitaines repensent profondément leurs méthodes, leurs postures, et leur rapport aux communes. Le **dialogue**, la **transparence**, l'**équité** et le **respect** doivent redevenir les piliers d'une gouvernance partagée et apaisée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma détermination et de ma considération républicaine.

Charlotte GRANGE  
Maire de Lissieu

